

Subsides

Examinons le cas d'une petite industrie, dans le peu de temps qu'il me reste. J'ai étudié la question de l'accord de l'automobile. J'ai interrogé certains constructeurs automobiles et certains de leurs fournisseurs. La situation est plutôt décourageante. Nous avons signé l'accord sur l'automobile en 1964, parce que ce compte de notre balance commerciale accusait un énorme déficit. Mais aujourd'hui le déficit est encore plus lourd. Je ne vais me mettre à citer des chiffres, je sais que les statistiques s'interprètent de toutes sortes de façons.

Je sais que les ventes ont augmenté, et que 40,000 à 50,000 emplois ont été créés. Tout cela est très beau. Mais il y a de gros orages à l'horizon. Et je ne vois pas qu'on fasse grand-chose pour s'en protéger. Lorsque le ministre précédent comparaisait devant le comité, on pouvait prévoir d'avance ses réponses, ou les trouver dans les communiqués de presse du ministère. Il n'a jamais fait voir que ces questions le préoccupaient. Réellement, il n'a jamais fourni autre chose que des réponses neutres aux questions que nous lui posions. Mais voyons ce qui se passe vraiment.

L'important fabricant Rockwell Standard a fermé son usine de Tilsbury pour rentrer aux États-Unis. Eaton Yale Towne a fermé son usine de London pour rentrer aux États-Unis. Il y a tout juste un mois, une usine à Windsor, MGM Brakes, a fermé ses portes, ce qui a entraîné la perte de 60 emplois. Elle est retournée aux États-Unis.

Pourquoi tout à coup toutes ces compagnies sont-elles retournées aux États-Unis? Le président d'une compagnie m'a dit que le climat économique du Canada, l'attitude du gouvernement ou le régime d'imposition ne leur plaît tout simplement pas, et que, n'ayant guère confiance dans l'avenir ils ont décidé de retourner aux États-Unis et de réexporter au Canada. Cela, bien sûr, va encore aggraver notre problème de balance des paiements.

Nous avons l'habitude de nous amuser avec le ministre au comité. Nous parlions du secteur des industries secondaires. Vous auriez dû y voir ses acrobaties! Quand on lui demandait quel était son programme en matière d'industries secondaires au Canada, il répondait invariablement qu'à son avis il n'était pas possible de mettre sur pied une industrie secondaire au Canada. Par la suite, il a changé d'avis. Il a dit qu'on entreprendrait une étude sectorielle et que l'on organiserait rationnellement l'industrie. On s'y attaquerait par secteur.

Je me souviens clairement du communiqué publié au sujet de l'industrie de la chaussure en 1973 et qui vantait la valeur du programme, promettait un redressement de cette industrie et ainsi de suite. Quelle est la situation aujourd'hui? J'ai dit l'autre jour que toute l'industrie de la chaussure est en plein marasme à cause d'un niveau élevé d'importations. Nos importations augmentent chaque année et notre propre production diminue. Cela représente une somme importante.

● (1750)

L'année dernière, la valeur totale au prix de gros des produits vendus par l'industrie de la chaussure a été d'environ 650 millions de dollars. Nous avons fabriqué pour 350 millions de chaussures au Canada et nous en avons importé pour 280 millions. Il est bien évident que certains fabricants de chaussures feront faillite. Les membres de l'industrie nous disent qu'ils n'ont aucune chance de survivre. Qu'est-il arrivé au beau programme que l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce avait lancé? Comment a-t-il échoué? Est-on en train de l'améliorer? Pourquoi ne fait-on pas quelque chose?

[M. Kemppling.]

J'ai demandé au ministre de l'Industrie et du Commerce s'il se pencherait sur la question des contingents volontaires. A l'heure actuelle, il voyage en Asie. Nous importons la plus grande partie de nos chaussures d'Italie, de Taiwan, de la Corée du Sud, d'Espagne, de Pologne, de Hong Kong, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Pendant son voyage, il pourrait songer à fixer des contingents volontaires ou obligatoires afin de rendre la situation de l'industrie de la chaussure plus raisonnable. Il ignore s'il ira jusque-là, mais il admet que les droits de douane ne suffiront peut-être pas à résoudre le problème. Nous avons lancé un programme. J'ignore combien de millions de dollars nous y avons investis, mais les faits indiquent qu'il a échoué.

Le ministre devrait cesser de philosopher et s'adresser plutôt aux membres de l'industrie. Samedi, quelqu'un m'a exposé une situation type. Il possède une fabrique de pigeons artificiels. Il se vend au total 35 millions de pigeons d'argile par an. L'homme en question en fabrique 21 millions ou plus et deux autres petits fabricants produisent le reste. Une nouvelle compagnie a ouvert une fabrique de pigeons artificiels au Canada, mais il n'existe pas de débouché pour ces cibles. Le gouvernement a aidé cette compagnie à s'établir au Canada. Elle est venue s'établir ici parce qu'elle fournira des pigeons d'argile aux Olympiques. L'usine de Hamilton peut produire tous les pigeons artificiels qui seront utilisés pendant les Olympiques dans une demi-journée, pourtant, le gouvernement a attiré au Canada une société étrangère qui fabriquera des pigeons d'argile et qui accaparera le marché canadien même si nous produisons déjà suffisamment de pigeons artificiels. L'usine que nous avons ne fonctionne que quatre jours par semaine.

Qu'allons-nous faire et que pourrions-nous faire? Il y a quelques semaines, j'étais aux États-Unis, de passage à Washington, et en dépit de ce que le ministre a dit à propos des investissements en immobilisations et en matériel au Canada et comment il estimait que toutes proportions gardées, nous dépasserions les investissements aux États-Unis l'an prochain, je doute que cela se réalise parce que nos voisins ont mis au point un généreux programme industriel essentiellement parce qu'ils peuvent emprunter à 5 et 5½ p. 100. On dispose là-bas d'un taux privilégié formidable de ¼ à ½ p. 100 inférieur au taux privilégié ordinaire, alors que nos industriels doivent payer 9 et 9½ p. 100. C'est le grand obstacle aux investissements dans notre pays. Il faudrait nous en occuper sans trop tarder.

Les entreprises les mieux cotées aux États-Unis peuvent emprunter à 5 p. 100. Pourquoi les taux ont-ils diminué? Si on jette un coup d'œil du côté des comptes d'épargne, on en trouve la raison. La même chose se passe au Canada. Les comptes d'épargne dans notre pays ont atteint des sommets sans précédent. Autrement dit, le contribuable ne dépense pas son argent, il le place à la banque, car il craint l'avenir. En conséquence, les banques disposent de sommes considérables à prêter. Aux États-Unis, on a dû réduire le taux privilégié, car l'argent restait dans les banques.

L'autre chose qui s'est produite outre-frontière, et je suis sûr que cela se passe ici, c'est qu'il y a beaucoup d'argent prêté à court terme. Certains gros emprunteurs américains constatent qu'ils peuvent opérer à partir d'effets à court terme et obtenir ainsi des taux plus avantageux que s'ils allaient emprunter à la banque. Enfin, les banques ont fini par réagir et c'est pourquoi elles ont abaissé leur taux beaucoup plus qu'elles ne l'avaient fait jusqu'ici. C'est ce qui va devoir se passer ici.